

Jean-Luc Mélenchon

Président du groupe LFI à l'Assemblée Nationale, candidat à la présidentielle



LA BIO

Né en 1951 à Tanger au Maroc, Jean-Luc Mélenchon fait son entrée au Parti Socialiste (PS) en 1976. Il cumule ensuite les fonctions et les mandats en Ile-de-France, tour à tour conseiller municipal de Massy en 1983, conseiller général de l'Essonne en 1985 puis sénateur du département. Il entre au gouvernement entre 2000 et 2002, sous Lionel Jospin, en tant que ministre délégué à l'Enseignement Professionnel.

En 2008, c'en est fini de l'idylle avec le PS, voilà qu'un an après est fondé le Parti de Gauche (PG) qui repose sur trois piliers (socialiste, écologiste, républicain) et une ambition, fédératrice. Cette ambition se voit réalisée la même année, lorsque Jean-Luc Mélenchon est élu député européen, successivement en 2009 et 2014 sous la « coalition du Front de Gauche ». Cette dernière porte sa candidature aux présidentielles de 2012 lors de laquelle le leader de la gauche obtient 11,1% des voix.

« Je veux représenter et incarner la France Insoumise et fière de l'être, celle qui n'a pas de muselière ni de laisse », affirme en 2017 le fondateur du mouvement

nouveau qu'est La France Insoumise (LFI), au moment où il se présente aux présidentielles de la même année. Sa campagne est une réussite, le candidat convainc et trouve son électorat en collectant presque 20% des voix au premier tour.

Pourtant, le vent semble avoir tourné pour celui qui fut la figure de proue de la gauche française. Les polémiques, nombreuses, qui jalonnent son chemin depuis cinq ans, ne le freinent nullement dans ses ambitions présidentielles. L'homme à la veste en moleskine, déclarait ainsi sa candidature aux présidentielles de 2022, sur le plateau de TFI il y a bientôt un an.

LE DÉBAT

Aris Taleb &
Martin Laurenson

A la
présentation

Victoire Lision &
Jean-Baptiste Petit

A l'interview

L'ÉDITO

Pourquoi l'union de la gauche est-elle dorénavant un vœu pieux ?

Jean-Luc Mélenchon, Anne Hidalgo, Yannick Jadot, Fabien Roussel, Arnaud Montebourg, Philippe Poutou et Nathalie Artaud, sept candidats pour un espace politique représentant 25% des votes à la présidentielle (Institut Jean-Jaurès). Là réside tout l'enjeu de l'union de la gauche.

L'idée avait germé au printemps des régionales mais semble déjà largement fanée à l'automne tant les dissensions sont nombreuses. Naturellement, chacun est pour une union de la gauche... à condition qu'on se range derrière son nom. Ainsi Julien Bayou exhortait-il les partis de gauche à se ranger derrière Yannick Jadot en affirmant : « Puisque tous les autres partis se repeignent en vert, je les invite à prolonger le raisonnement, aller au bout de la logique : pour faire de l'écologie, soutenez les écologistes » (Conseil fédéral d'EELV - 2 et 3 octobre 2021).

En effet, les candidats avides de pouvoir ont bien retenu la leçon du programme commun au PCF et au PS de 1974 qui a débouché sur l'Union de la gauche menée par François Mitterrand en 1981 : toute alliance est le terreau de luttes de pouvoir intestines entre différents leaders cherchant à conquérir l'électorat de leurs alliés de circonstances. Un questionnement a alors germé en chacun des candidats de gauche à la présidentielle de 2022 : mieux vaut-il renoncer à mes ambitions personnelles pour former une union de taille critique aux élections ou s'enfermer dans une position pleine d'égo (isme) ?

Alors que les places du second tour des présidentielles sont des plus disputées, les sept candidats d'une gauche qui doit impérativement marquer les esprits pour continuer d'exister demeurent inflexibles dans leurs idées propres et refusent le pragmatisme d'une alliance.

PRÉCEDEMMENT, NOUS RECEVIONS

GABRIEL ATTAL

LES 60 ANS
MARDIS
1961 - 2021



“
**Je ne crois pas
que la sécurité
soit le monopole
de la droite ou
de l'extrême
droite**
”

Pour lancer leur saison politique, le mardi 12 octobre 2021, les Mardis de l'ESSEC ont reçu Gabriel Attal, porte-parole du Gouvernement.

Ce débat fut l'occasion pour le Secrétaire d'État auprès du Premier ministre de revenir d'abord sur la stratégie de communication adoptée lors des crises. Alors interrogé sur le caractère froid et distant des interventions du Président au début de son quinquennat, le plus jeune membre du gouvernement répond : « Certes, il faut que le Président s'exprime mais il faut qu'il le fasse quand il a des choses importantes à dire. Dans les moments charnières de toutes ces crises, le Président a été présent. »

Après avoir ensuite été longuement interrogé sur l'écologie, il est revenu sur La République en Marche, la confiance inébranlable qu'il voue au parti et à son avenir pour les prochaines échéances politiques. Pour lui, « il ne faut pas croire que le *En même temps* est une synthèse molle entre la droite et la gauche. » Il ajoute même : « La radicalité, je l'assume. La gauche n'est jamais allée aussi loin sur les sujets de santé et on va plus loin que la droite pour faire respecter la loi. »



PROCHAINEMENT, NOUS
RECEVRONS

**FRANÇOIS
LECOINTRE**

Général d'armée, ancien chef
d'État-Major des armées

Organisé avec le soutien de

mazars